

	<p style="text-align: right;">Date : 07/09/2007</p> <p>Le catalogage partagé en Afrique du Sud et en particulier au sein du consortium de bibliothèques du Gauteng élargi (GAELIC)</p> <p>Dr Hester Marais Bibliothèque de l'Université d'Afrique du Sud maraih@unisa.ac.za</p> <p>Traduit par Alexandre Lemaire (Bibliothèque publique de Genappe, Belgique) alexandre.lemaire@genappe.be</p>
Meeting:	145 Cataloguing
Simultaneous Interpretation:	No
<p style="text-align: center;">WORLD LIBRARY AND INFORMATION CONGRESS: 73RD IFLA GENERAL CONFERENCE AND COUNCIL 19-23 August 2007, Durban, South Africa http://www.ifla.org/iv/ifla73/index.htm</p>	

RÉSUMÉ

L'objet de cet exposé tient au catalogage coopératif réalisé au sein de GAELIC, un consortium de bibliothèques académiques établi dans la province de Gauteng, en Afrique du Sud. Trois projets collectifs de bibliothèques en Afrique du Sud sont passés en revue et cinq consortiums de bibliothèques sont décrits. Les protagonistes au sein du catalogage partagé et l'impact de la transformation des études supérieures ont été mis en évidence. L'examen par les pairs, le catalogage dans OCLC enrichi, et le projet NACO de GAELIC (Afrique du Sud) sont présentés en tant qu'exemples de catalogage partagé au sein de GAELIC.

1. INTRODUCTION

La collaboration entre bibliothèques et le catalogage partagé ne sont pas de nouveaux concepts. Grisham (1992: 38) signale déjà un tel type de coopération aux Etats-Unis en 1901 avec l'introduction d'un service de cartes par la bibliothèque du Congrès. Cela marque le début du partage de données bibliographiques et du catalogage partagé, celui-ci permettant aux bibliothèques de bénéficier de notices bibliographiques réalisées par d'autres bibliothèques.

L'histoire du catalogage partagé en Grande-Bretagne remonte, elle, à 1902 lorsque Sidney Webb, à l'association des bibliothécaires, prit la parole sur la coordination et le développement des services des bibliothèques londoniennes. Il mit en cause le travail isolé des bibliothèques de

Londres et proposa la réalisation d'un catalogue collectif (pour une publication sur papier) par un bureau central qui assisterait les bibliothécaires afin d'éviter l'acquisition multiple de mêmes ouvrages de référence.

En 1907, le bibliothécaire de Gravesend proposa un système selon lequel quelques bibliothèques de Londres pourraient s'échanger leurs catalogues imprimés et accepteraient de se prêter des ouvrages mutuellement. Ultérieurement, les catalogues imprimés furent remplacés par des catalogues à fiches (Jefferson 1966 : 10-14).

L'idée de coopération entre bibliothèques fut évoquée pour la première fois dans une revue d'Afrique du Sud en 1933 : « Dès que le principe de la coopération et du prêt inter-bibliothèques aura été accepté, nous sommes persuadés que cette nouvelle pratique pourrait procurer un bénéfice mutuel à toutes les bibliothèques participantes » (Library coopération [sic] 1933 : 8).

Pendant la décennie qui suivit, plusieurs auteurs prirent position en faveur d'une telle coopération. Varley (1941 : 109-115) insista sur l'importance d'une coopération entre bibliothèques en Afrique du Sud. Il identifia davantage que la constitution de fonds de livres, une amélioration de la distribution comme le besoin le plus crucial en Afrique du Sud ; en effet, les livres n'étaient accessibles qu'à une portion minime de la population. En 1958, Van der Riet (1958 : 4-7) dressa un rapport sur les ressources des bibliothèques des différentes régions du pays et encouragea la prise de mesures visant à la coopération entre les bibliothèques. Gardner (1960 : 31-35) sillonna le pays pour en visiter les bibliothèques. Il fut ensuite invité à s'exprimer au cours de la conférence de l'association des bibliothécaires (SALA), en septembre 1960, où il fit part de sa vision de la coopération entre bibliothèques. Le président de SALA encouragea ensuite les bibliothécaires à se lancer rapidement dans la coopération au cours d'une allocution en 1961 (Robinson 1961b : 43) et plus tard cette année là rédigea un article reprenant les progrès réalisés en ce sens depuis la conférence (Robinson 1961a : 71-77).

2. PROJETS DE COOPÉRATION EN AFRIQUE DU SUD

L'un des premiers projets coopératifs en Afrique du Sud remonte au début des années 70. Duvenage (1977 : 153-156) explicite la convention de coopération concernant les services et le développement des collections entre des bibliothèques publiques dans le Triangle de Vaal. Le Triangle de Vaal inclut les villes de Sasolburg, Vereeniging et Vanderbijlpark. Une caractéristique de ces communautés des années 70 tient au grand nombre d'immigrants liés au développement de la Iron and Steel Corporation (ISCOR) à Vanderbijlpark et du projet « Sasol Two » (South African Coal, Oil and Gas Corporation) à Sasolburg.

Les bibliothèques s'entendirent pour développer leurs collections respectives dans des domaines spécialisés ; par exemple, la bibliothèque publique de Vanderbijlpark orienta ses acquisitions vers la religion, l'économie, le commerce, les mathématiques, la physique, les sciences de l'ingénieur, l'architecture et l'histoire européenne. La bibliothèque s'orienta également vers la constitution de collections de livres de loisirs à l'intention des Hollandais, Portugais, Espagnols et Grecs. Les lecteurs d'une bibliothèque étaient autorisés à emprunter gratuitement des livres en provenance d'autres bibliothèques.

Un autre projet coopératif fut mis sur pied en 1991 suite à un accord entre le Service d'information académique de l'Université de Pretoria et la Division des services d'information du Conseil pour la recherche scientifique et industrielle (CSIR). Les buts de cette coopération

étaient d'optimiser les ressources et de réduire les coûts opérationnels, en particulier à l'égard des abonnements aux périodiques (UP-WNNR Inligtings-vennootskap 1991 : 14).

Aucune des coopérations mentionnées ci-dessus ne perdura néanmoins ; l'intérêt s'amenuisa progressivement et, à l'heure actuelle, il ne reste guère qu'une coopération résiduelle en regard des accords de départ (Duminy 2007) ; Pienaar 2007).

Le réseau de catalogage de Pietermaritzburg (CATNIP), un autre projet coopératif sud-africain s'est mis en place dans les années 90. La spécificité la plus marquante de CATNIP tient au fait qu'il doit son existence à l'initiative de bibliothécaires et n'est pas né d'accords établis entre administrateurs et pouvoirs organisateurs.

C'est le sentiment d'un groupe de bibliothèques qu'il serait positif d'établir une telle coopération qui est à la base de CATNIP. Ce groupe d'institutions théologiques comprend l'école de théologie de l'Université de Natal à Pietermaritzburg (UNP), le Séminaire fédéral de théologie (Fedsem) situé à Imbali, l'Institut théologique Saint-Joseph et la Communauté dominicaine Las Casas (tous deux situés à Cedara). S'appuyant sur les compétences en gestion de catalogues et de bases de données de la bibliothèque de l'UNP, ainsi que sur leurs matériel et logiciels informatiques, ils constituèrent ensemble un catalogue collectif en ligne couvrant toutes les collections d'ouvrages théologiques de la région de Pietermaritzburg. Les objectifs étaient de favoriser l'échange de documents et de coordonner les politiques d'acquisition de ces différentes institutions. Le Séminaire évangélique de la Bible (EBSEMSA), la Maison anglicane et les jésuites rejoignirent ce groupe par la suite. Depuis 1993, la bibliothèque de la Société de Natal, la plus grande bibliothèque de Pietermaritzburg s'est aussi jointe au projet.

A la fin des années '90, CATNIP avait atteint son but de répertorier les collections de toutes les bibliothèques de Pietermaritzburg et de constituer une base de données favorisant la recherche, l'enseignement et l'apprentissage. Outre l'élaboration d'une base de données bibliographique centralisée en ligne et l'établissement d'un réseau d'échange régional, le plus grand mérite de CATNIP fut le recours efficace à des ressources informatiques et humaines (Meritt 1999a : 21-26).

Bien que l'idée de coopération entre bibliothèques ne soit donc pas nouvelle en Afrique du Sud, la demande a aujourd'hui évolué vers des collaborations formalisées et un grand progrès a été constaté. En parallèle avec la reconnaissance de l'importance de la coopération bibliographique, l'accent a été mis également sur des domaines connexes comme le développement des systèmes intégrés de gestion de bibliothèque. La coopération liée aux données bibliographiques et aux fichiers d'autorité, l'échange de ces notices ainsi que la standardisation ont progressé et on peut donc espérer bien davantage dans ce domaine.

Il est maintenant nécessaire de donner un bref aperçu de l'activité des consortiums en Afrique du Sud.

3. LES CONSORTIUMS DE BIBLIOTHEQUES EN AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud compte cinq consortiums de bibliothèques :

Le consortium des bibliothèques du Cap

En 1992, cinq institutions d'enseignement supérieur entreprirent le développement d'une coopération plus étroite. Etant confrontées à des restrictions budgétaires, à des résiliations

d'abonnements à des revues et à des réductions de personnel, ces institutions ne parvenaient plus à rencontrer les besoins croissants des communautés académiques qu'elles devaient assister.

Le groupe des vice-recteurs du Trust des institutions d'enseignement supérieur du Cap-Occidental lança l'idée de la coopération et introduisit une demande de financement auprès de la Fondation Ford. Les responsables de la Fondation Ford ayant visité les bibliothèques de la région se montrèrent favorables à la formation d'un consortium de bibliothèques mais émirent également le souhait qu'il soit élargi à d'autres bibliothèques de la région afin de constituer une communauté majeure. (De Kock 1997 : 136-137).

Le projet de Coopération entre bibliothèques du Cap-Occidental en résulta en 1993 et englobait les institutions suivantes :

- University of Cape Town
- University of the Western Cape
- University of Stellenbosch
- Cape Technikon¹
- Peninsula.

En 1994, le WCLC fut renommé Consortium des bibliothèques du Cap (CALICO) et placé sous l'égide du WCTIT. Voici la présentation que le WCTIT fait de CALICO :

« CALICO vise la diffusion de l'information et de la connaissance ainsi que le développement économique selon les desiderata des usagers (comment, quand et où ils souhaitent l'obtenir). Cette vision englobe le droit de chaque citoyen à accéder à l'information ainsi qu'à l'évaluer et l'utiliser efficacement dans le but d'améliorer sa qualité de vie et son bien-être économique. Ainsi, cette vision embrasse l'idée d'une collection unique du Cap-Occidental mais hébergée en différents lieux avec la possibilité pour chacun d'accéder à toutes ces ressources. »

Les représentants de chacune des institutions participantes se mirent d'accord pour établir les commissions suivantes (De Kock 1997 : 137) :

- Groupe de travail sur la fourniture de documents
- Projet de revues coopératives
- Commission « Service de transport »
- Commission de « team building »
- Groupe de travail sur un système de partage automatisé
- Commission « Politique de reliure »
- Commission sur la structure du consortium
- Sous-commission sur la formation du personnel affecté à la coopération.

La bibliothèque « Free State » et le consortium d'information

L'appellation « Free state library and information consortium » (FRELICO) est le résultat d'une démarche de l'University of the Free State vers la Fondation Mellon aux Etats-Unis et visant la

¹ Teknikon est un terme utilisé en Afrique du Sud et faisant référence à une université centrée sur la technologie. Les « Technikons » fournissent un enseignement recourant à une approche essentiellement pratique. Les « Technikons » furent rassemblées pour former des « Universités de technologie ».

mise en route d'un projet de partage de ressources. Une rencontre entre vice-recteurs et responsable d'institutions eut lieu en août 1996 et permit de lancer une phase de planification et de discuter des participations et implications respectives des institutions participantes dans cette coopération (De Kock 1997 : 140).

Les institutions suivantes étaient concernées (FRELICO 1997 : 51) :

- Bloemfontein Public Library
- Free State Directorate for Information Services and Heritage
- SASOL Technical Library Services
- Technikon Free State
- University of the North, Qwa-Qwa campus
- University of the Free State
- Vista University, Bloemfontein campus
- Vista University, Welkom campus.

La mission de FRELICO était d'étendre l'accès à l'information et de favoriser la recherche et l'étude à Free state par des moyens électroniques. L'objectif est de développer un réseau électronique étendu afin de fournir un accès mutuel et élargi aux utilisateurs des institutions participantes.

Afin d'atteindre ce but, cinq domaines de coopération potentielle furent précisés et des groupes de travail furent mis en place pour chacun de ces domaines (FRELICO 1997 : 52) :

- Catalogue collectif régional informatisé
- Système de fourniture de documents
- Projet de coopération sur les revues
- Programmes de développement de la lecture
- Formations sur les questions techniques en rapport avec les sciences de l'information.

L'association des bibliothèques de la côte Est

Les premières réunions de l'association de bibliothèques de la côte Est (ESAL) se tinrent en 1994 sous les auspices du Projet coopératif des institutions régionales (RICP). Le RICP devint par la suite l'Association des bibliothèques d'enseignement supérieur de la côte Est (ESATI) (Meritt 1998b : 27).

ESAL englobe les huit bibliothèques d'enseignement supérieur liées à sept institutions de KwaZulu/Natal :

- Natal Technikon
- M L Sultan Technikon
- Mangosuthu Technikon
- University of Zululand
- University of Natal, Durban
- University of Natal, Pietermaritzburg
- University of Durban-Westville.

La mission d'ESAL (rapportée par Meritt 1998b: 27-28) est la suivante :

« ... mettre en commun les ressources de toutes les bibliothèques d'enseignement supérieur sur la côte Est afin de développer une base de données unique pouvant servir à la fois l'enseignement, l'apprentissage et la recherche dans la région ainsi que contribuer pour partie à la constitution du réseau bibliographique national. Bref, cela permettra un usage optimal des ressources des bibliothèques d'enseignement supérieur et ce aussi bien au niveau régional que national, une intégration plus efficiente des bibliothèques dans le processus académique et enfin une amélioration de la qualité de la recherche. »

Le système des bibliothèques universitaires du Sud-Est

Le Système des bibliothèques universitaires du Sud-Est (SEALS) fut créé en 1989 dans le but d'établir une coopération et un partage de ressources entre ses membres. Entamée de manière informelle, la collaboration fut formalisée selon un projet coopératif en 1996 (De Kock 1997 : 141-142).

SEALS est composé des institutions suivantes :

- Rhodes University
- University of Port Elizabeth
- University of Fort Hare
- University of Transkei
- Port Elizabeth Technikon
- Border Technikon
- Eastern Cape Technikon
- Vista University, Port Elizabeth campus.

Le consortium de bibliothèques du Gauteng et environs

En 1995, La bibliothèque de l'université de Witwatersrand sollicita la Fondation Mellon pour financer un nouveau système de gestion de bibliothèque. La fondation orienta alors cette bibliothèque vers la constitution d'un consortium avec les autres bibliothèques de la région et l'achat d'un logiciel de gestion de bibliothèque commun. Le but était d'encourager la coopération régionale et le partage des ressources. Au début de l'année 1996, sous les auspices de la Fondation des bibliothèques d'écoles d'enseignement supérieur des métropoles du Nord (Foundation of Tertiary Education Institutions in the Northern Metropolis - FOTIM), plusieurs responsables rencontrèrent les représentants de la Fondation Mellon. Une subvention leur fut accordée et mena à la création du Consortium des bibliothèques du Gauteng et environs (Gauteng and Environs Library Consortium - GAELIC). (Multi-million Volume Library... 1996 : 1, 5).

Avant la mise en route du Plan national pour l'enseignement supérieur, en 2001, GAELIC avait la composition suivante :

- Technikon North West
- Technikon Northern Gauteng (TNG)
- Technikon Pretoria

- Technikon Southern Africa (TSA)
- Technikon Witwatersrand (Wits Technikon)
- Vaal Triangle Technikon
- Medical University of Southern Africa (MEDUNSA)
- Potchefstroom University for Christian Higher Education (PU for CHE)
- Rand Afrikaans University (RAU)
- University of South Africa (Unisa)
- University of Pretoria (UP)
- University of the North West
- University of the Witwatersrand (Wits)
- Vista University (Pretoria campus)
- University of Venda
- University of the North.

On retrouve l'esprit du mémorandum de la convention (1996) dans les lignes suivantes :

« ...créer une bibliothèque virtuelle avec des points d'accès locaux desservant une communauté globale d'utilisateurs dans le Gauteng et ses environs. Cela pourra se réaliser par le biais d'un réseau de services d'information autonomes de l'enseignement supérieur recourant à la technologie et aux réseaux ; ces institutions acceptent d'apporter comme réponse aux besoins d'éducation, de formation et d'information du pays, la coopération et la collaboration consensuelle. »

La mission de Gaelic était donc formulée de telle sorte à exploiter et développer au maximum les ressources en information de la région afin de promouvoir l'enseignement, la recherche et l'auto-apprentissage dans le pays.

Au départ furent mis en place une série de groupes et sous-groupes de travail, responsables de projets et d'investigations diverses (Edwards 1999 : 123-128) :

- Groupe de travail sur les systèmes, ayant pour fonction de choisir un système de gestion de bibliothèque convenant à la coopération envisagée, de l'évaluer régulièrement par le biais d'ateliers, de mettre en place une consultance pour l'utilisation de ce système ; ce groupe fut aussi chargé de mettre en place des conventions et des stratégies commerciales entre les différentes parties.
- Groupe de travail chargé de la gestion du partage des données ; ce groupe s'est subdivisé en quatre sous-groupes ayant les centres d'intérêt suivants : la fourniture des documents, la coordination des acquisitions, la liste des titres de périodiques actifs faisant l'objet d'un abonnement, les ressources humaines.
- Un groupe émanant du précédent : le groupe de travail sur le catalogage et les services techniques (GAELIC Cataloguing and Technical Services Workgroup - GCats), lui-même subdivisé en plusieurs sous-groupes. Ces sous-groupes prennent en charge les différentes tâches nécessaires à l'établissement d'un catalogue collectif « propre ». Le groupe changea de nom en cours de route pour devenir le « Cataloguing and Technical Services Work Group ».
- Groupe « travail en réseau et infrastructure », chargé de la mise en place d'une infrastructure de technologie de l'information afin de permettre le partage des ressources.

Dès le départ, GAELIC adopta une approche très démocratique. Tous les directeurs de bibliothèques, modérateurs de groupes et représentants des institutions partenaires de GAELIC comme Sabinet Online et la Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud faisaient partie du comité de pilotage. Au sein de ce groupe, un grand soin fut apporté à garantir le consensus et l'implication de chacun. Dans les premiers temps, il

était en effet impérieux de s'assurer que chacun soit impliqué et que des institutions plus importantes ou plus renommées ne prennent pas le dessus ou ne fassent pas d'ombre aux plus petites et moins prestigieuses institutions.

Toute cette approche fonctionna fort bien au sein de GAELIC pendant de nombreuses années. Au milieu de l'année 1998 néanmoins, lors d'une réunion stratégique, il apparut qu'une redéfinition de la stratégie était nécessaire si l'on voulait atteindre de nouveaux objectifs. On convint donc d'une nouvelle structure et d'une nouvelle stratégie, l'équipe de management stratégique y étant chargée d'assurer la direction et la gestion ainsi que de piloter l'activité du consortium. De nouvelles équipes spécialisées furent alors mises en place pour se focaliser sur les domaines suivants (Edwards 1999 : 126-127) :

- Gestion commerciale
- Ressources en information
- Ressources humaines
- Technologie de l'information et de la communication.

Ces équipes comptent actuellement des experts ou des personnes désireuses de développer des compétences spécifiques. Hormis l'équipe « Ressources humaines », au sein de laquelle toutes les institutions sont représentées, la participation de chaque institution n'est plus requise systématiquement mais est laissée à l'appréciation des responsables d'institutions. Chaque équipe spécialisée peut former des groupes de travail pour prendre en charge des projets opérationnels ou des sous-domaines. Ainsi, l'équipe centrée sur le management commercial a donné le jour à des groupes couvrant les domaines respectivement de la finance, du marketing et de la communication de management.

4. LES ACTEURS DU CATALOGAGE COOPÉRATIF EN AFRIQUE DU SUD

Il y a deux grands promoteurs de la coopération en Afrique du Sud : Sabinet Online et la Bibliographie nationale d'Afrique du Sud (South African National Bibliography - SANB).

Sabinet Online

Le Réseau bibliographique sud-africain (South African Bibliographic Network - Sabinet) fut mis sur pied en 1983 en tant qu'ASBL indépendante ayant pour objet la fourniture de descriptions bibliographiques en ligne aux services de documentation d'Afrique du Sud. En 1997, Sabinet devint une société privée, Sabinet Online (Pty) Ltd. (Harrod's Librarians' Glossary... 2000 : 644).

Sabinet Online se donna pour mission de « donner à tous les utilisateurs d'information un accès électronique et à valeur ajoutée, et ce aussi bien au niveau local que global » (Sabinet Online 1997 : 2). A l'heure actuelle, cent quarante-six affiliés de Sabinet utilisent le service SaCat, tandis que cent cinquante-huit abonnés ont recours au service World Cat, produit de l'OCLC accessible via Sabinet (Sabinet Online Standards Committee 2002 :1). Les affiliés sont des institutions d'enseignement comme des universités, des technikons, des départements d'état, des organismes de recherche, des bibliothèques provinciales ou publiques. Certains abonnés sont même des institutions privées telles que des banques, des cabinets de juristes, des comptables, des compagnies minières et des firmes pharmaceutiques (Sabinet Online 1997 : 1).

Etablir et développer une infrastructure de l'information au niveau national, infrastructure compatible avec la plupart des systèmes de gestion de bibliothèque, constitue l'un des objectifs prioritaires de Sabinet Online. Ils soutiennent également une infrastructure de partage des

ressources nationales via un catalogue collectif national contenant un grand nombre de notices de grande qualité pouvant servir de base au catalogage partagé et à la coordination des acquisitions (Malan 1998 : 4).

La similitude des besoins pour des catalogues régionaux et pour un catalogue national est apparue évidente au fil du temps. La recherche par les consortiums de solutions informatiques pour le partage de leurs ressources et le catalogage partagé a dû prendre en compte de nouveaux critères qui étaient la perspective d'une coopération nationale et la crainte que certaines régions s'isolent par le choix de catalogues collectifs exclusivement régionaux. Ainsi, il s'est avéré essentiel de :

- se garder de multiplier les efforts et les coûts en travaillant chacun de son côté
- s'impliquer dans la participation au catalogue collectif national
- profiter des soutiens financiers disponibles et de l'expertise déjà acquise ailleurs dans le pays

Sabinet Online, en tant qu'organisation fonctionnelle « carrefour » pour les catalogues collectifs national et régionaux, joue un rôle fondamental dans la réalisation, le développement et le soutien du partage des ressources en Afrique du Sud.

La Bibliographie nationale d'Afrique du Sud

Jusqu'en novembre 1999, l'Afrique du Sud possédait deux bibliothèques nationales : la Bibliothèque sud-africaine, au Cap, et la Bibliothèque de l'État, à Pretoria (Lombard & De Beer 2000 : 23). Toutes deux avaient pour mission le dépôt légal mais l'objet principal de la Bibliothèque sud-africaine tenait à la conservation de documents et de manuscrits alors que celui de la Bibliothèque de l'État était la constitution de la bibliographie nationale d'Afrique du Sud (SANB).

En 1997, la loi sur le dépôt légal (N° 17) de 1982 fut remplacée par une nouvelle loi (N° 54) qui institua la Bibliothèque de l'État (appelée ultérieurement « Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud (division de Pretoria) ») agence officielle, parmi d'autres, pour le dépôt légal de documents imprimés ; Les Archives nationales du film, de la vidéo et du son furent, quant à elles, désignées institution officielle pour le dépôt légal des documents audio-visuels. La division de Pretoria de la Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud, assistée d'autres bibliothèques, resta par ailleurs responsable de la constitution du SANB. La dernière édition papier de ce dernier paru en 1999. Depuis, toutes les notices bibliographiques produites sont intégrées à OCLC et Sabinet.

Les notices d'autorité de la Bibliographie nationale furent créées dans le système Dobis/Libis, l'un des seuls systèmes de gestion de bibliothèque accessibles sur le marché pendant le blocus économique des années 80 en Afrique du Sud. Le format Dobis/Libis n'est pas compatible avec les logiciels de gestion de bibliothèques actuellement utilisés en Afrique du Sud, c'est pourquoi les notices Dobis/Libis ne sont pas beaucoup importées par les autres bibliothèques sud-africaines (De Klerk 2001 : 5). Les notices d'autorité de vedettes peuvent être reprises dans le SANB papier ou par voie électronique sur OCLC mais différentes vedettes sont autorisées pour une même entrée car le recours aux notices d'autorité n'est pas obligatoire ou pas facilement accessibles.

Etant donné le manque de disponibilité du fichier d'autorité national des noms de la Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud pour les autres bibliothèques, les bibliothèques qui géraient un

contrôle d'autorité rencontrèrent de sérieux problèmes. De son propre aveu, la Bibliothèque nationale reporta la production d'un fichier d'autorité et d'une base de données bibliographique en raison d'un manque de moyens péculniaires et humains, ce qui eut des effets négatifs (De Klerk 2001 : 6).

5. LA TRANSFORMATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN AFRIQUE DU SUD

L'ancien ministre de l'enseignement, Monsieur Kader Asmal, lança en février 2001 un Plan national pour l'enseignement supérieur. Ce plan présente cinq grandes lignes politiques jugées nécessaires pour parvenir à réaliser la transformation souhaitée du système d'enseignement supérieur (Key information about the higher education system in South Africa, 2007).

Le résultat visé par ce programme était la réduction du nombre d'institutions d'enseignement supérieur. Le plan prévoit que les 36 institutions existantes en soient réduites à 21. Ces changements eurent un impact non négligeable sur le consortium GAELIC :

- Vista University fut officiellement fermée le 1^{er} janvier 2004. Les différents campus furent rattachés à différentes autres universités. L'Université de Pretoria reprit le campus « Mamelodi » et l'Université d'Afrique du Sud reprit le Centre administratif.
- La Technikon SA fusionna avec l'Université d'Afrique du Sud le 1^{er} janvier 2005 et la décision fut prise de maintenir le nom « Université d'Afrique du Sud » pour la nouvelle institution fusionnée.
- Le campus Vista Sebokeng fut mis à la disposition de la Technikon du Triangle de Vaal qui suite à cette expansion fut renommée l'Université de technologie de Vaal.
- Les trois Technikons du « Tshwane metro », c'est-à-dire la Technikon Northern Gauteng, la Technikon North-West et la Technikon Pretoria fusionnèrent en une seule institution étendue sur deux sites, l'un étant l'ancien site de la Northern Gauteng, l'autre étant celui de l'ex-Technikon Pretoria. La nouvelle université a été nommée Université de technologie de Tshwane.
- La Technikon Witwatersrand a fusionné avec la Rand Afrikaans University pour former l'Université de Johannesburg.
- Potchefsroom University for Christian Higher Education et University of the North-West ont engendré une seule université multi-campus : North-West University.

Les fusions eurent des effets souvent dramatiques voire traumatiques. Quelques restructurations sont toujours en cours et l'impact sur les coopérations fut en général très négatif.

6. LES RÉSULTATS DU CATALOGAGE PARTAGÉ DANS GAELIC

Le catalogage partagé

A la fin des années 90, GCats tenait de fréquentes réunions et menait plusieurs activités de front. Les résultats suivants furent observés :

- des sessions de formation régulières
- réalisation d'un document de politique de contrôle d'autorité très développé et intitulé Manuel de contrôle d'autorité et recommandations de procédures à l'intention des services techniques impliqués
- la validation de descriptions bibliographiques pour 11 types de documents

Tous les participants à GAELIC furent formés pour cataloguer directement dans OCLC. C'est un gain de temps et un gain d'argent puisqu'une notice bibliographique n'est réalisée qu'une seule fois. Le groupe centré sur GAELIC s'est attaché à impliquer davantage les participants et GAELIC s'est orienté vers (GAELIC cataloguing Focus Group 2007) :

- une meilleure connaissance et application des normes bibliographiques internationales
- un partage d'expériences et de connaissances concernant les normes de catalogage
- une amélioration des compétences et rationalisation des procédures
- l'identification et la définition de besoins en formation.

A la suite de changements de l'organisation sur la scène des bibliothèques en Afrique du Sud et des développements de l'informatique appliquée aux bibliothèques, l'idée d'un catalogue collectif GAELIC fut abandonnée.

L'examen par les pairs

Le niveau de compétence varie d'une bibliothèque à l'autre au sein de GAELIC. Afin de garantir des notices bibliographiques de qualité dans OCLC, un système d'examen par les pairs (« peer review », en anglais) fut mis en place. Des catalogueurs compétents et expérimentés furent identifiés et les bibliothèques ne disposant que de catalogueurs novices purent bénéficier du conseil d'un catalogueur expérimenté qui leur était assigné s'ils le souhaitaient. Les catalogueurs peuvent solliciter l'aide du catalogueur « consultant » et sont invités à lui soumettre les notices « problématiques ». Le consultant contrôle la notice, suggère des adaptations et fournit les règles AACR2 en rapport. Ainsi, cette procédure ne se limite pas à un contrôle de qualité mais contribue également à la formation (Steyn 2007).

GAELIC et les statuts de catalogage vis-à-vis d'OCLC enrichi

OCLC mit en route le système d'enrichissement en 1983. Son objectif était de décentraliser la responsabilité du contrôle de qualité de WorldCat.

Le « programme enrichi » vise à permettre aux bibliothèques autorisées d'effectuer des corrections ou d'ajouter de l'information à des descriptions bibliographiques de WorldCat.

En 2007, la Bibliothèque Unisa fut le premier membre de GAELIC à obtenir le statut de catalogueur pour OCLC enrichi. Ce statut présente les avantages suivants pour cette bibliothèque :

- la fastidieuse procédure de signalement d'erreurs à OCLC a disparu
- une rétribution est accordée pour chaque notice introduite
- la bibliothèque devient un acteur international influent pour l'avenir de WorldCat et du catalogage en général.

Un des objectifs de GAELIC consiste à encourager les autres bibliothèques de GAELIC à suivre l'exemple de la bibliothèque Unisa. Cela ne pourrait que contribuer à renforcer les compétences en catalogage de chaque membre de GAELIC et assurer que les normes internationales sont bien respectées. Dans l'attente, Unisa s'est engagée à aider ses collègues par l'introduction dans OCLC de modifications qu'ils proposent.

Le programme enrichi eut un effet très positif sur la qualité des notices de WorldCat. En tant qu'un des consortiums majeurs d'Afrique du Sud et « co-propriétaire » de notices sud-africaines, GAELIC peut jouer un rôle fondamental dans ce programme grâce à :

- son amélioration de la qualité des descriptions bibliographiques liées aux publications sud-africaines
- son apport en notices liées aux publications sud-africaines.

7. LE PROJET NACO POUR GAELIC (AFRIQUE DU SUD)

Le fichier d'autorité OCLC rend aisément disponible des notices d'autorité d'auteurs américains, canadiens et anglais ; par contre les auteurs sud-africains, africains, hollandais, français, allemands et autrichiens sont beaucoup moins bien couverts. Ce fichier est un fichier fermé à tous hormis aux membres de NACO seuls autorisés à effectuer ajouts et adaptations de notices. Deux options s'offraient donc aux bibliothèques sud-africaines :

- créer des notices d'autorité non disponibles sur OCLC dans des systèmes maison
ou
- devenir membres de NACO et créer des notices d'autorité dans OCLC.

La débauche d'efforts et de coût nécessaire à la création par les bibliothèques du consortium d'un fichier d'autorité maison fit juger cette solution non viable et trois consortiums de bibliothèques optèrent donc pour la participation à NACO.

Du 24 au 28 juillet 2000, à Pretoria, un formateur de la Bibliothèque du Congrès enseigna à une première série de bibliothécaires sud-africains philosophie et procédures requises. Les apprenants venaient de l'Université d'Afrique du Sud, de la Rand Afrikaans University, de l'Université de Witwatersrand, de Medunsa, de la Vista University de Pretoria, de la Technikon Southern Afrika, de la Technikon du Triange de Vaal et de la Technikon de Witwatersrand. Des représentants de FRELICO et de la Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud (campus de Pretoria) se joignirent au groupe des participants de GAELIC. Les membres de CALICO furent formés la semaine suivante au Cap.

Pendant les cinq premières années, les bibliothèques GAELIC ajoutèrent 18.967 nouvelles notices d'autorité à usage international. Elles améliorèrent également 2.829 notices existantes. Pendant l'année scolaire 2006/2007, elles créèrent 6.257 nouvelles notices et en adaptèrent 504. La plupart de ces ajouts et adaptations concernent des auteurs africains et sud-africains.

Afin de concilier les besoins de bibliothèques non membres de NACO, un système « maison » fut créé dans lequel un membre de NACO peut produire une notice sur demande. Dans le but de contrôler la viabilité du système centralisé mis en place au sein de GAELIC, un audit fut réalisé dont les résultats sont présentés ci-dessous.

8. MOYENS MIS EN ŒUVRE DANS LA PRODUCTION DE NOTICES D'AUTORITÉ EN AFRIQUE DU SUD

L'audit fut ciblé sur la production de notices d'autorité et le « coût » en argent et en temps lié à l'adaptation de notices existantes. La perspective envisagée était d'encourager la mise sur pied

d'un organe central qui assurerait la conformité des notices d'autorité par rapport aux normes internationales et la disponibilité de celles-ci pour tous les membres des consortiums.

Les participants

Tous les consortiums furent sollicités pour leur participation à l'étude ainsi que vingt-trois bibliothèques. Les présidents des consortiums SEALS et ESAL déclinèrent l'offre de participation du fait de leurs migrations en cours vers de nouveaux systèmes de gestion de bibliothèque. Onze bibliothèques précisèrent qu'elles se satisfaisaient de l'importation de notices d'autorité au départ de bases de données existantes et cinq autres ne répondirent tout simplement pas à la proposition. Les sept bibliothèques suivantes s'engagèrent donc dans le projet :

- University of South Africa
- Rand Afrikaans University
- University of the Witwatersrand
- University of Pretoria
- Technikon Southern Africa
- University of Cape Town
- University of Stellenbosch

La collecte des données

La procédure d'ajout ou d'adaptation de notices d'autorité fut décomposée en trois temps afin que chaque participant segmente et mesure les mêmes actions. Pour atteindre l'objectif de l'audit, l'activité de création ou d'adaptation de notices fut donc décomposée comme suit :

La recherche, à savoir :

- relevé des différentes publications d'un auteur afin de mettre à jour les différentes formes de ses nom, pseudonymes, changements de nom, etc.
- identification les différentes formes et variantes du nom
- recherches sur des bases de données et d'autres catalogues de bibliothèques visant la détermination des noms courants utilisés et aussi des auteurs homonymes
- recours à des sources faisant autorité pour trancher en cas d'hésitations
- première décision de la forme d'autorité

La création / l'adaptation d'une notice d'autorité, à savoir :

- indication de l'institution créatrice de la notice d'autorité dans la zone 1XX de la notice
- introduction des termes rejetés dans la zone 4XX
- introduction en zone 5XX des liens requis entre les notices d'autorités liées
- ajout des données locales selon les règles requises
- exercice du contrôle de qualité sur la notice ; enregistrement de la notice dans la base de données
- importation de la notice dans le système maison dans le cas où la notice provient d'un catalogue collectif ou d'une base de données utilitaire

Travail « administratif » et de « nettoyage », comme par exemple :

- ajout de la nouvelle vedette dans d'autres notices bibliographiques si nécessaire

- élimination des éventuels doublons dans l'index approprié
- rapport des erreurs rencontrées dans le catalogue collectif du consortium ou les bases de données utilitaires
- alimentation des statistiques.

Résultats

Les résultats de l'audit peuvent se synthétiser comme suit :

Calcul du coût lié à la création d'une notice bibliographique

- Le coût de l'ajout d'une notice dans OCLC s'élève en moyenne à 29 R avec un minimum de 7,06 R et un maximum de 65,73 R
- Le coût de l'ajout d'une notice dans un système maison s'élève en moyenne à 6,91 R avec un minimum de 3,47 R et un maximum de 23,01 R. Toutefois seules deux institutions ayant fourni des chiffres sur ce point, l'échantillon est trop petit pour que ce résultat soit statistiquement valide.

Calcul du coût lié à l'adaptation d'une notice bibliographique

- Le coût de l'adaptation d'une notice dans OCLC s'élève en moyenne à 20,57 R avec un minimum de 13,44 R et un maximum de 62,10 R
- Le coût de l'adaptation d'une notice dans un système maison s'élève à 3,43 R. Une seule institution ayant transmis ce chiffre, cela n'a néanmoins pas de validité statistique.

Temps lié à la création d'une notice bibliographique

- Le temps nécessaire à l'ajout d'une notice dans OCLC varie de 5,1 à 47,6 minutes avec un temps moyen de 19,4 minutes
- Les temps moyens liés aux trois étapes de la procédure pour l'ajout d'une notice dans OCLC sont :
 - recherche : 9,3 min. (48% du temps total)
 - création de la notice : 7,3 min. (37,6% du temps total)
 - administration et nettoyage : 2,8 min. (14,4% du temps total)
- Le temps nécessaire à l'ajout d'une notice dans un système maison varie de 2,7 à 13,6 minutes avec un temps moyen de 4,6 minutes
- Les temps moyens liés aux trois étapes de la procédure pour l'ajout d'une notice dans un système maison sont :
 - recherche : 1,7 min. (36,9% du temps total)
 - création de la notice : 2,1 min. (45,6% du temps total)
 - administration et nettoyage : 0,8 min. (17,4% du temps total).

Temps lié à l'adaptation d'une notice bibliographique

- Le temps nécessaire à l'adaptation d'une notice dans OCLC varie de 8 à 45 minutes avec un temps moyen de 13 minutes
- Les temps moyens liés aux trois étapes de la procédure pour l'adaptation d'une notice dans OCLC sont :
 - recherche : 5,3 min. (40,8% du temps total)
 - modification de la notice : 4,5 min. (34,6% du temps total)
 - administration et nettoyage : 3,2 min. (24,6% du temps total)

- Le temps moyen nécessaire à l'adaptation d'une notice dans un système maison est de 3 minutes. Ce résultat n'est néanmoins pas valide statistiquement, une seule institution ayant fourni ce chiffre.
- Les temps moyens liés aux trois étapes de la procédure pour l'adaptation d'une notice dans un système maison sont :
 - recherche : 0,8 min. (26,6% du temps total)
 - modification de la notice : 1,5 min. (50% du temps total)
 - administration et nettoyage : 0,7 min. (23,3% du temps total)
 Ce résultat n'est néanmoins pas valide statistiquement, une seule institution ayant fourni ce chiffre.

9. CONCLUSIONS

L'enjeu de GAELIC était la proposition de réaliser un catalogue collectif en ligne avec un même système de gestion de bibliothèque. Aucune des bibliothèques ne disposait des moyens d'acheter et développer un système local qui couvre ses besoins.

Une problématique essentielle qui est apparue dès le début du consortium tient à la question du catalogage partagé. Une crainte de perte d'autonomie ainsi qu'un grand attachement à leur catalogue de la part de certaines bibliothèques – et ce même s'il était clairement inefficace en raison des moyens qu'il requérait – furent constatés.

Les membres du consortium furent encouragés à opter pour OCLC et formés au catalogage dans OCLC. Une philosophie de travail, des normes et des procédures furent mises en place pour s'assurer que chaque notice bibliographique soit unique et utilisable par tous. Dès le départ, l'importance du contrôle d'autorité pour garantir la qualité du catalogue avait été perçue.

Dès que les fusions d'institutions d'enseignement supérieur auront été effectuées, le groupe de GAELIC centré sur le catalogage devrait développer les compétences et l'expertise du personnel afin d'engager GAELIC dans un travail coopératif de catalogage. Ce groupe travaille déjà actuellement à l'établissement d'une liste des besoins en formation et à la prospection d'experts en catalogage qui pourront assurer les formations.

10. BIBLIOGRAPHIE

Behrens, S.J. 1994. *Bibliographic control and information sources*. 2nd ed. Pretoria: University of South Africa.

Clapp, V.W. 1973. Retrospect and prospect, in *Reader in technical services*, edited by Edmond L. Applebaum. Washington, D.C.: NCR/Microcard Editions: 149-154.

De Klerk, T. 2001. *Perspective on names in the South African National Bibliography: past, present and future: 2000-2001: 67th IFLA Council and General Conference, August 16-25, Boston*: 1-3. Online. Last accessed 16 February 2002. Available: <http://ifla.org/IV/ifla67/papers/129-199ws-e.pdf>.

De Kock, M.G. 1997. An information technology infrastructure for resource sharing in South African academic information services. D. Litt et Phil. thesis, Rand Afrikaans University, Johannesburg. (Unpublished).

- Duminy, H., Head: Sasolburg Public Library. 2007. **Telephonic interview**. 3 April 2007.
- Duvenage, A.P. 1977. Library co-operation in the Vaal Triangle. **South African libraries**, 44(4): 153-156.
- Edwards, H.M. 1999. South Africa's GAELIC: the Gauteng and Environs Library Consortium. **Information technology and libraries**, 18(3), September: 123-128.
- FRELICO : co-operative library services for the Province. 1997. **Free State libraries**, April/June: 51-52.
- GAELIC Cataloguing Focus Group**. 2007. Online. Last accessed: 11 April 2007. Available: <http://www.gaelic.ac.za/cataloguing.aspt>.
- Gardner, W.H. 1960. Library service and library co-operation. **South African libraries**, 28(2): 31-35.
- Grisham, F.P. 1992. Library cooperation. **Journal of library administration**, 17(4): 37-45.
- Harrod's librarians' glossary and reference book: a dictionary of over 9000 terms used ...** 2000. 9th ed. Compiled by Ray Prytherch. Aldershot, Hants: Gower.
- Jefferson, G. 1966. **Library co-operation**. London: A. Deutsch.
- Key information about the higher education system in South Africa**. 2007. Online. Last accessed: 10 April 2007. Available: <http://www.anc.org.za/ancdocs/pubs/umrabulo/umrabulo14/educinfo.html>.
- Library coöperation [sic]. 1933. **South African libraries**, 1(1), July: 8.
- Lombard, P.M. & De Beer, J.F. 2000. National libraries around the world, 1998-1999: a review of the literature. **Alexandria**, 12(1): 3-32.
- Malan, P. 1998. A new national union catalogue for Southern African libraries. **Innovation**, 17, December: 4-7.
- Marais, H. 2004. Authority control in an academic library consortium using a union catalogue maintained by a central office for authority control. D. Litt et Phil. thesis, University of South Africa, Pretoria. (Unpublished).
- Merritt, C. 1998a. From the grassroots upwards: the Cataloguing Network in Pietermaritzburg (CATNIP). **Innovation**, 17, December: 21-26.
- Merritt, C. 1998b. Tertiary library co-operation on the Eastern Seaboard: the case of Esal. **Innovation**, 17, December: 27-30.
- Multi-million volume library to be established: GAELIC. 1996. **SALIS newsletter**, 16(11):1,5.
- Pienaar, A. 2007. **E-mail correspondence**. 3 April 2007, Pretoria.

- Robinson, H.M. 1961a. Biblioteeksamewerking in die Unie van Suid-Afrika. ***South African libraries***, 28(3): 71-77.
- Robinson, H.M. 1961b. Presidensiële rede op die sestiende jaarlikse konferensie van die Suid-Afrikaanse Biblioteekvereniging, Grahamstad, 19 September 1961. ***South African libraries***, 28(2): 43-51.
- Sabinet Online. 1997. Vision of cataloguing and acquisitions support. ***Sabinfo***, October: 1-2.
- Sabinet Online Standards Committee. 2002. Minutes of the Meeting of 27 February 2002. (Unpublished).
- Steyn, S.M., cataloguer, Unisa Library. 2007. ***Interview***. 10 April 2007.
- UP-WNNR inligtingsvennootskap (UWIV). 1991. ***SALIS newsletter***, 11(8): 14.
- Van der Riet, F.G. 1958. Library co-operation in South Africa: the next move? ***South African libraries***, 26(1): 4-7.
- Varley, D.H. 1941. Aspects of library co-operation. ***South African libraries***, 8(3):109-115.
- Western Cape Tertiary Institutions Trust. 1995. CALICO: the way forward. (Unpublished).
- Visser, A.L., cataloguer, Unisa Library. 2007. ***Interview***. 11 April 2007.